

**François Villeroy de Galhau,
Introduction au Forum de Giverny**

La finance à l'épreuve du climat

Deux évidences :

- La reconstruction post-Covid n'est pas un redémarrage à l'identique, et doit être écologique ; nous devons saisir cette opportunité schumpeterienne de « destruction créatrice »
- Les Banques centrales et les superviseurs financiers ont un rôle non exclusif (rien ne remplacera une taxe carbone) mais essentiel à jouer. D'où la création du NGFS – Network for Greening the Financial System – par la Banque de France, parti à 8 et maintenant à plus de 70 sur cinq continents : c'est un succès sans précédent.

Trois engagements, trois E pour l'action (et j'insisterai surtout sur le troisième)

- **Évaluation** quantitative des risques climatiques portés par banques et assurances (notre casquette de **superviseur**) : au-delà de la photo que nous avons faite en 2019, l'ACPR conduit le premier stress-test climatique, qui permet une vue prospective, « la vidéo des risques »; je vous annonce que nous en publierons les résultats agrégés d'ici avril 2021
- **Exemplarité** (notre casquette **d'investisseur**) : la Banque de France a pris depuis deux ans des engagements pionniers sur nos fonds propres et de retraites (22 Mds€). Nous avons publié fin juin notre rapport d'investissement responsable, qui je crois fait référence.

Extension (notre casquette de **politique monétaire**); je ne vous parlerai pas des discussions immédiates (silent period), mais plus durablement :

- Une différence transatlantique : la revue stratégique de la Fed, très bien conclue par J. Powell la semaine dernière, n'en parle malheureusement pas. La nôtre, d'ici fin 2021, s'y attellera autour de C. Lagarde qui y est fortement engagée et que je cite : l'Eurosystème « doit se demander comment il peut participer à la lutte contre le changement climatique ».
- Sans préjuger de la conclusion, je partage avec vous **trois convictions** de la Banque de France qui sont autant de pistes prometteuses :
 - (i) la lutte contre le réchauffement climatique s'impose déjà à nous au titre de notre mandat actuel : les effets induits du changement climatique auront une répercussion sur la stabilité des prix et l'inflation, ils en ont même dès à présent
 - (ii) donc, nous devons réussir une **percée stratégique** : incorporer l'évaluation de ces effets dans nos modèles macroéconomiques et nos prévisions à long terme
 - (iii) et nous devons réussir une **percée opérationnelle** : intégrer systématiquement le risque climatique dans l'évaluation de tout notre « collatéral » -les actifs que nous prenons en garantie-, et moduler les décotes – haircut – en conséquence. Ce serait un signal global, beaucoup plus puissant que le seul achat d'actifs verts.

C'est un gros travail, de recherche macro et micro économique, et de méthodologie opérationnelle. Mais nous pouvons, si nous le commençons vite, être à pied d'œuvre en trois à cinq ans.